

Université Bordeaux Montaigne

Rapport Annuel de Performance

Rapport Annuel de Performance

Année 2013

κοκκιανθρωπ
য ঞ ছ ন ব ঞ ই
史地理與空間管理領土
rmatissicomun
101110101000



Université
Michel de Montaigne
Bordeaux 3

Mars 2014

Principes

Principes

*Conformément aux dispositions de l'article R 719-101 du Code de l'Éducation **relatif au budget et au régime financier des EPCS bénéficiant des responsabilités et compétences élargies** « Le rapport annuel de performances de l'établissement, préparé par l'ordonnateur, est annexé au compte financier ».*

Ce travail doit être recontextualisé dans le cadre du Projet Annuel de Performance national de la Mission Interministérielle de Recherche et d'Enseignement Supérieur présenté au Parlement qui fixe notamment les objectifs suivants :

- **Répondre aux besoins de qualification supérieure.** Cet objectif sera mesuré par l'observation du pourcentage d'une classe d'âge titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur et par la mesure du taux d'insertion des jeunes diplômés
- **Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international.** Cet objectif sera mesuré par un indicateur de production scientifique mesurant la part des publications de référence internationale dans la production scientifique européenne et mondiale
- **Participer activement à la construction de l'Europe de la recherche.** Cet indicateur sera mesuré par le taux de participation dans les projets financés par le PCRD de l'Union européenne

Il ne peut cependant se limiter à une simple transposition du projet national et doit nécessairement s'adapter aux caractéristiques de notre établissement en termes de formation, de recherche et de gouvernance. Il doit permettre à l'équipe politique et au conseil d'administration de suivre la réalisation des objectifs présentés dans le cadre du contrat quinquennal 2011/2015.

Conscient des limites de la capacité à « peser » à l'échelle annuelle sur l'activité et les performances « structurelles » de l'établissement, il est proposé d'enrichir l'approche annualisée du PAP/RAP par la mise en parallèle des objectifs-cibles que se fixe l'établissement à l'horizon de l'échéance du contrat en 2015.

Cette édition 2013, tient compte de l'évolution du contexte national et local (loi Sauvadet, gestion de l'enveloppe indemnitaire).

Cette édition 2013 du RAP s'inscrit donc dans la continuité des RAP 2011 et 2012 tout en s'adaptant aux évolutions enregistrées depuis la signature du contrat quinquennal. Il constitue cependant l'opportunité de faire un bilan à mi-parcours de l'exécution du contrat quinquennal. A ce titre, un code couleur est proposé pour faciliter l'analyse de l'évolution des indicateurs, des représentations graphiques sont dans certains cas proposées pour mesurer la progression des indicateurs, des commentaires sous forme de bilan sont précisés permettant d'expliquer les évolutions et dans certains cas une décomposition des indicateurs par composante, pour accompagner la démarche des projets de services et COM mises en œuvre dans l'établissement.

Le Rapport Annuel de Performance de l'Etablissement est présenté en 4 axes :

- **Formation / Vie étudiante**
- **International**
- **Recherche**
- **Gouvernance**

Note de lecture : les indicateurs surlignés en bleu correspondent aux indicateurs et cibles de performance de l'université demandés par le Ministère.

Synthèse de l'évolution des indicateurs

Code couleur :

Vert : cible atteinte

Orange : trajectoire conforme à la cible 2015

Rouge : peu ou pas d'évolution de l'indicateur ou éloignement de la cible

Formation / Vie étudiante

- ☹️ 1-1- Taux de présence
 - 2-1 – Taux de réussite des inscrits
 - ☹️ Taux de réussite en licence en 3 ans (cohorte 2010)
 - 😊 Taux de réussite en licence en 5 ans (cohorte 2008)
 - 😊 Part des diplômés de licences générales présents en L1 3 ans avant
 - 😊 Taux de réussite en master 2
 - 2-2 – Taux de réussite des publics spécifiques
 - 😊 Taux de réussite en L1
 - 😊 Taux de réussite des étudiants dispensés en L1
- ☹️ 3-1 – Part des étudiants inscrits en masters (parmi les étudiants inscrits en L, M et D)
- 😊 3-2 – Nombre de spécialités de masters
- ☹️ 3-3 – Nombre de spécialités de master à faible effectif (moins de 30 inscrits)
 - 3-4 – Flux d'entrants en master/part des nouveaux étudiants entrants dans l'établissement
 - ☹️ Part des étudiants non présents en n-1 dans l'établissement parmi les nouveaux inscrits en M1
 - ☹️ Part des étudiants non présents en n-1 dans l'établissement parmi les nouveaux inscrits en M2
- ☹️ 4-1 – Nombre de dossiers validés en VAE
- 😊 4-2 - Taux d'étudiants diplômés en formation continue en L et M
 - 5-1 – Mesure des opérations visant à améliorer la qualité des formations
 - ☹️ Taux de réponse aux enquêtes d'évaluation des enseignements
 - ☹️ Taux de réponse des enquêtes d'insertion LP
 - 😊 Taux de réponse des enquêtes d'insertion MP
 - 😊 Taux de réponse des enquêtes d'insertion MR
 - 5-2 – Qualité de l'insertion professionnelle
 - ☹️ Part des diplômés en emploi à 30 mois parmi ceux qui n'ont pas poursuivi d'études LP

-  Part des diplômés en emploi à 30 mois parmi ceux qui n'ont pas poursuivi d'études MP
-  Part des diplômés en emploi à 30 mois parmi ceux qui n'ont pas poursuivi d'études MR
-  Part des diplômés en emploi au niveau cadre MP
-  Part des diplômés en emploi au niveau cadre MR
-  Adéquation de l'emploi et de la formation
-  Adéquation de l'emploi et de la formation
-  5-3 – Part des étudiants disposant de leur emploi du temps sur le bureau virtuel
- 6-1 – *Variation des horaires d'ouverture du SCD*
 -  Moyenne d'ouverture hebdomadaire des bibliothèques universitaires (Vd)
- 6-2 – *Part des étudiants formés par le SCD*
 -  Part des étudiants formés en L1
 -  Part des étudiants formés en M1
-  6-3 - Nombre de vues (pages, images, documents) numérisées
- 7-1- *Analyse de la mobilisation de l'établissement pour l'accueil des handicapés*
 -  Nombre d'étudiants handicapés accompagnés par le pôle handicap
 -  Crédits de fonctionnement affectés à la prise en charge des aides pour les étudiants handicapés
 -  Moyens affectés à l'accueil des étudiants handicapés (€ par étudiant suivi par le pôle handicap)
-  8-1 - Taux de participation aux élections des conseils centraux

International

-  1-1 – part d'étudiants étrangers (nationalité)
-  1-2 – nombre annuel de soutenances de thèses en cotutelle internationale
- 1-3 – nombre d'étudiants et personnels en mobilité
 -  Nombre d'étudiants en mobilité entrante
 -  Nombre d'étudiants en mobilité sortante
 -  Mobilité partante des EC sur financement dédié (nbe missions)
 -  Mobilité partante administrative au titre de la coopération internationale (nbe missions)

Recherche

-  1-1 – Taux de produisant
-  1-2 - % des EC dans les laboratoires évalués A ou A+
-  2-1 – Réussite des doctorants
-  2-2 – Qualité de l'insertion professionnelle des docteurs
- 3-1 – Nombre de contrats de recherche
 -  Nombre de contrats/conventions de recherche en cours
 -  Dont programmes ANR - HORS IA
 -  Dont projets Région

- 😊 3-2 – Analyse de la performance de l'établissement dans le domaine de la recherche sur projets (agences de moyens, nationales et européennes, contrats privés)
- 3-3 – Taux d'exécution du budget lié à la politique scientifique d'établissement
 - 😞 Part du budget recherche issue de la DGF consacré à la politique scientifique de l'établissement
 - Taux d'exécution de la dépense du budget lié à la politique scientifique d'établissement
 - 😊 Taux d'exécution de la dépense du budget lié à la politique scientifique d'établissement
- 😊 4-1 – Revenus consolidés de la valorisation de la recherche
- 4-2 - Analyse des revenus de la propriété intellectuelle

Gouvernance

- 😊 1-1 – Qualification du dispositif d'autoévaluation mis en œuvre par l'établissement
- 2-1 -- Nombre de jours de formation par agent
 - 😊 Nombre de jours de formation par Biatss
 - 😞 Nombre de jours de formation par enseignants et EC
- 3-1 – Endorecrutement
 - 😞 Endorecrutement des EC
 - 😞 Endorecrutement des Biatss
- 3-2 – Taux d'occupation des emplois par des titulaires
 - 😞 Taux d'occupation des emplois d'enseignants et EC
 - 😞 Taux d'occupation des emplois de Biatss
- 😊 3-3 – Poursuite du schéma d'alignement des primes Biatss
- 3-3b- Convergence indemnitaire BIATSS avec les mieux offrants dans les universités bordelaises, par catégorie
 - 😞 Pourcentage d'écart indemnitaire avec la place bordelaise, pour les personnels de catégorie A
 - 😞 Pourcentage d'écart indemnitaire avec la place bordelaise, pour les personnels de catégorie B
 - 😞 Pourcentage d'écart indemnitaire avec la place bordelaise, pour les personnels de catégorie C
- 😞 3-4 - Part maximale de la masse salariale consacrée au recrutement de contractuels enseignants et Biatss, hors recherche et vacataires
- 4-1 – Taux d'exécution du budget
 - 😊 Taux d'exécution du budget primitif
 - 😊 Taux d'exécution du budget consolidé
- 😞 4-2 – Taux de consommation de crédits ouverts en masse salariale
- 😞 5-1 - Part des composantes faisant l'objet d'un COM
- 😞 6-1 – Taux d'occupation des locaux
- 😞 6-2 – Mise en sécurité des bâtiments
- 😞 6-3 – Qualité du pilotage en matière de gestion immobilière
- 😞 7-1 – publication des actes

Au global, sur 71 indicateurs, on dénombre 31 indicateurs ayant atteint la cible, 26 sur la bonne voie et 14 pour lequel l'établissement aura probablement du mal à atteindre la cible (dont 3 sont des indicateurs du contrat quinquennal).

Formation / Vie étudiante

Objectif 1 : Réduire l'abandon

o Moyens d'actions :

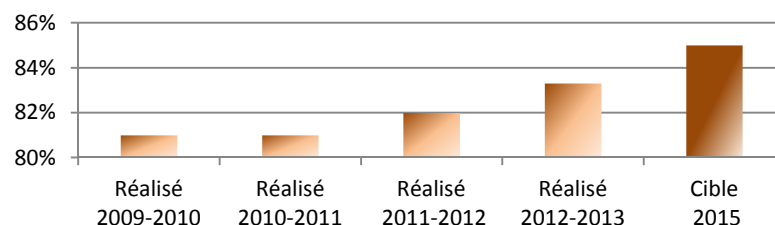
- Déceler les « décrocheurs » par le biais de contrôles plus précoces
- Mise en place d'une étude précise sur les caractéristiques des décrocheurs afin d'établir leur profil pour mettre en place des actions spécifiques
- Création d'un semestre 2 de mise à niveau.
- Mise en place de l'appel en TD en licence pour la première fois à la rentrée 2012

o Indicateurs :

- 1-1 - Taux de présence

	Réalisé 2009-2010	Réalisé 2010-2011	Réalisé 2011-2012	Réalisé 2012-2013	Prévision 2013-2014	Cible 2015
Taux de présence en L1	81%	81%	82%	83%	84%	85%
Taux de passage de L1 en L2	44%	39%	41%	40%	43%	43%(moyenne nationale 2011)

Taux de présence en L1



Par composante :

Taux de présence en L1	Réalisé 2012-2013
Antenne Agen	84%
UFR Humanités	85%
UFR Langues	81%
UFR STC	87%

Taux de réussite L1	Réalisé 2012-2013
Antenne Agen	35%
UFR Humanités	38%
UFR Langues	38%
UFR STC	61%

Taux de passage de L1 en L2	Réalisé 2013-2014
Antenne Agen	38%
UFR Humanités	41%
UFR Langues	40%
UFR STC	63%

- ❖ **Bilan :** Le taux de présence en L1 progresse doucement depuis la mise en œuvre de la nouvelle offre de formation. Les dispositifs mis en place pour favoriser la réussite en licence, et les appels systématiques dans certaines formations mis en place en 2013-2014 devraient permettre d'atteindre la cible à la fin du contrat. En raison des disparités constatées entre composantes, les dispositifs de réussite ont particulièrement été ciblés en Langues et Humanités.

Objectif 2 : Améliorer la réussite en tenant compte des publics spécifiques

o Moyens d'actions :

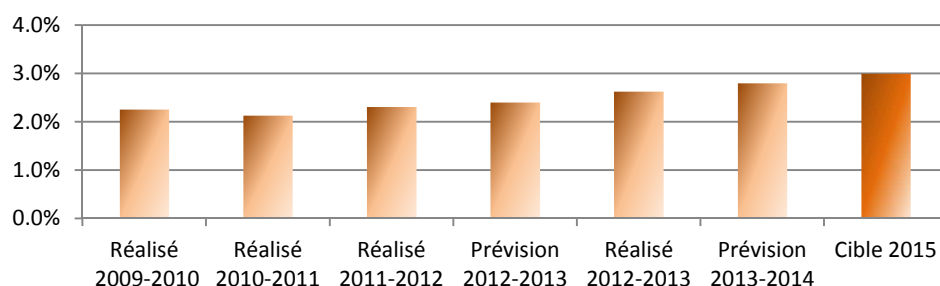
- Meilleure prise en compte des modalités spéciales (handicapés, sportifs de haut niveau, salariés ...)
- Mise en place d'une formation ouverte pour tous
- Mise en place d'une étude sur les étudiants en FAD
- Autoriser à nouveau les AJAC

o Indicateurs :

- 2-1 – Taux de réussite des inscrits

	Réalisé 2009-2010	Réalisé 2010-2011	Réalisé 2011-2012	Prévision 2012-2013	Réalisé 2012-2013	Prévision 2013-2014	Cible 2015
Taux de réussite en licence en 3 ans (cohorte 2010)	23%	21%	23%	24%	26%	28%	30%
Taux de réussite en licence en 5 ans (cohorte 2008)	33%	30%	33%	34%	34%	35%	35%
Part des diplômés de licences générales présents en L1 3 ans avant	50%	58%	61%	65%	65%	55%	55%
Taux de réussite en master 2	63%	62%	64%	66%	71%	70%	70%

Taux de réussite en licence en 3 ans (cohorte 2010)



Par composante :

Taux de réussite en licence en 3 ans (cohorte 2010)	Réalisé 2012-2013
Antenne Agen	11%
UFR Humanités	30%
UFR Langues	18%
UFR STC	48%

Taux de réussite en licence en 5 ans (cohorte 2008)	Réalisé 2012-2013
Antenne Agen	14%
UFR Humanités	38%
UFR Langues	28%
UFR STC	50%

Part des diplômés de licences générales présents en L1 3 ans avant	Réalisé 2012-2013
UFR Humanités	68%
UFR Langues	67%
UFR STC	58%

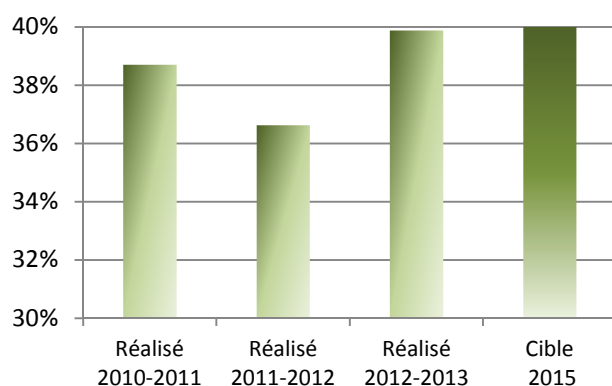
Taux de réussite en master 2	Réalisé 2012-2013
UFR Humanités	70%
UFR Langues	61%
UFR STC	78%
IJBA	100%
EGID	94%
IUT UMB	50%

- ❖ **Bilan** : A l'échelle de l'établissement, le taux de réussite en licence en 3 ans a progressé, mais on peut constater des marges de progrès encore très importantes en Langues en particulier. Le faible résultat pour Agen, s'explique par le fait que beaucoup d'étudiants partent sur Toulouse à l'issue de la L2. L'observation de ce même taux de réussite sur une période de 5 ans permet de gagner presque 10 points en Langues et Humanités, le potentiel de progression en 3 ans reste donc important. La part des diplômés de licences générales présents en L1 3 ans avant est par contre beaucoup plus importante en Humanités et Langues car la formation en licence est assez linéaire alors que la licence d'aménagement ouverte uniquement en L3 accueille des étudiants hors Bordeaux3 (et la licence infocom opère un recrutement au niveau L3). Au global presque les 2/3 des étudiants diplômés de licence en 2012/2013 l'ont été en 3 ans et au sein de l'établissement. Concernant la réussite en master, la mise en place de masters spécifiques pour préparer les concours de l'enseignement a permis de faire progresser sensiblement le taux de réussite (un certain nombre d'étudiants reçus aux concours de l'enseignement n'allaient en effet pas au bout de leur master). A cela s'ajoute le recul de la pratique consistant à réaliser le mémoire de M2 en 2 ans.

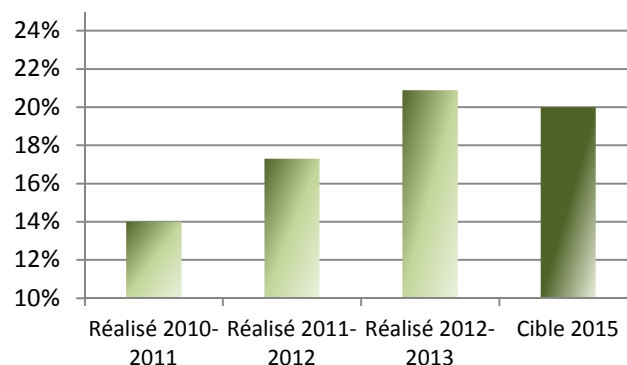
• 2-2 – Taux de réussite des publics spécifiques

	Réalisé 2009-2010	Réalisé 2010-2011	Réalisé 2011-2012	Réalisé 2012-2013	Prévision 2013-2014	Cible 2015
Taux de réussite en L1	35%	39%	37%	40%	40%	40%
Taux de réussite des étudiants dispensés en L1	14%	14%	17%	21%	20%	20%

Taux de réussite en L1



Taux de réussite des étudiants dispensés en L1



- ❖ **Bilan :** Afin d'améliorer la réussite en licence, l'université a mis en place dès 2009 différents dispositifs comme « la semaine de rentrée », un dispositif d'accompagnement des étudiants en échec.

L'ensemble des dispositifs a permis à l'université d'atteindre les objectifs fixés dès 2012.

A la rentrée 2013 l'université a réservé six postes enseignants pour la réussite en L1 afin de poursuivre et de consolider le soutien auprès des étudiants.

Concernant les étudiants dispensés, l'identification de leur situation d'échec a permis une meilleure visibilité de leur situation.

Objectif 3 :

Augmenter la part des étudiants inscrits au niveau master

o Moyens d'actions :

- Augmenter l'attractivité par l'augmentation du volume de formation
- Améliorer l'attractivité des spécialités par la mise en place d'une démarche d'évaluation des enseignements
- Valoriser les débouchés professionnels par une meilleure communication
- Renforcer l'encadrement des masters professionnels par le recrutement de professeurs associés (campagne d'emplois 2013).

o Indicateurs :

- 3-1 – Part des étudiants inscrits en masters (parmi les étudiants inscrits en L, M et D)

	Réalisé 2009-2010	Réalisé 2010-2011	Réalisé 2011-2012	Réalisé 2012-2013	Réalisé 2013-2014	Prévision 2014-2015	Cible 2015
Part des étudiants inscrits en master	20%	23%	22%	22%	22%		30%

Par composante :

Part des étudiants inscrits en master	Réalisé 2013-2014
UFR Humanités	23%
UFR Langues	15%
UFR STC	34%
IJBA	100%
EGID	70%
IUT UBM	8%
Antenne Agen	0%

- 3-2 – Nombre de spécialités de masters

	Réalisé 2009-2010	Réalisé 2010-2011	Réalisé 2011-2012	Réalisé 2012-2013	Réalisé 2013-2014	Prévision 2014-2015	Cible 2015
Spécialités de masters (y.c. MEEF)	36	36	50	52	58		50
Spécialités de masters (hors MEEF)					50		

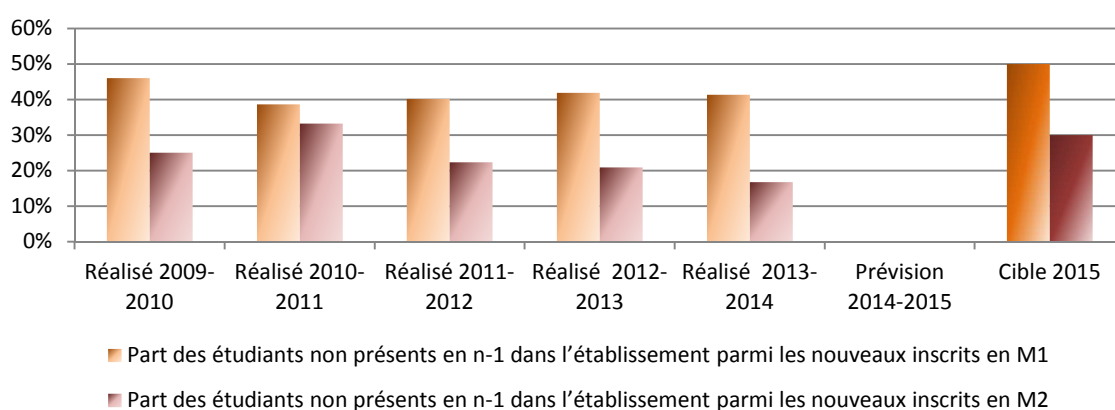
- 3-3 – Nombre de spécialités de master à faible effectif (moins de 30 inscrits)

	Réalisé 2009-2010	Réalisé 2010-2011	Réalisé 2011-2012	Réalisé 2012-2013	Réalisé 2013-2014	Prévision 2014-2015	Cible 2015
Nbe de spécialités de masters à faible effectif (y.c. MEEF)	12	12	20	21	21		6
Nbe de spécialités de masters à faible effectif (hors MEEF)					18		

- ❖ **Bilan** : L'établissement a atteint sa cible d'élargissement de l'offre de formation en master en augmentant le nombre de spécialités mais cela n'a pas permis à ce jour d'augmenter les effectifs d'étudiants inscrits en master, aboutissant ainsi à une hausse des spécialités de master à faible effectif.

- 3-4 – Flux d'entrants en master/part des nouveaux étudiants entrants dans l'établissement

	Réalisé 2009-2010	Réalisé 2010-2011	Réalisé 2011-2012	Réalisé 2012-2013	Réalisé 2013-2014	Prévision 2014- 2015	Cible 2015
Part des étudiants non présents en n-1 dans l'établissement parmi les nouveaux inscrits en M1	46%	39%	40%	42%	41%		50%
Part des étudiants non présents en n-1 dans l'établissement parmi les nouveaux inscrits en M2	25%	33%	22%	21%	17%		30%



Par composante :

Part des étudiants non présents en n-1 dans l'établissement parmi les nouveaux inscrits en M1	Réalisé 2012-2013
UFR Humanités	37 %
UFR Langues	41%
UFR STC	42%
IJBA	97%

Part des étudiants non présents en n-1 dans l'établissement parmi les nouveaux inscrits en M2	Réalisé 2012-2013
UFR Humanités	17%
UFR Langues	19%
UFR STC	15%
IJBA	5%
IUT UBM	0%

- ❖ **Bilan** : Il n'existe pas de politique d'établissements fixant des contingents d'extérieurs dans les formations de master. Cet indicateur a été fixé par le Ministère mais ne correspond pas directement à un objectif que l'établissement s'est fixé.

Objectif 4 : Favoriser l'apprentissage tout au long de la vie

o Moyens d'actions :

- Développement de la FAD et de la FC
- Meilleure identification du public concerné à l'inscription
- Mise en place d'un dispositif pédagogique adapté

o Indicateurs :

- 4-1 – Nombre de dossiers validés en VAE

	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
Nombre de dossiers validés en VAE	14	10	16	9	15	50

❖ **Bilan :** Le nombre de dossiers validés est en diminution, mais les demandes de VAE sont en augmentation chaque année et les accompagnements aussi.

En 2014, 110 accompagnements sont en cours. Les candidats ont 5 ans pour passer devant le jury.

En 2013, 6 devaient déposer leurs dossiers avant Décembre en plus des 9 qui l'ont fait mais n'ayant pas réussi à finaliser leur dossier à temps, 4 d'entre eux viennent de le faire entre Janvier et Mars 2014 et les 2 autres le mois prochain, donc en 2014, nous observerons une augmentation des jurys, soit les 6 de 2013 sur 2014 et tous ceux de 2014.

- 4-2 - Taux d'étudiants diplômés en formation continue en L et M

	Réalisé 2009-2010	Réalisé 2010-2011	Réalisé 2011-2012	Réalisé 2012-2013	Prévision 2013-2014	Cible 2015
Taux d'étudiants diplômés en formation continue, permanente ou apprentissage en L	2%	4%	5%	6%	3%	3%
Taux d'étudiants diplômés en formation continue, permanente ou apprentissage en M	3%	2%	1%	4%	4%	4%

La cible est atteinte dès 2010 pour le taux en Licence, et en 2012 pour les masters. L'établissement a mis en œuvre une procédure d'identification sur la chaîne d'inscription des adultes en reprise d'étude.

Objectif 5 : Améliorer la qualité de l'offre de formation

o Moyens d'actions :

- Augmentation des volumes horaires et réduction de la taille des groupes (intégration du PRL)
- Mise en place de référentiels par UE pour clarifier les compétences acquises
- Reprise de l'évaluation des enseignements
- Poursuite de la réalisation d'enquêtes d'insertion professionnelle
- Développer les outils d'accompagnement pédagogique en favorisant l'accès à l'ENT, en développant l'usage des TICE (plateforme d'auto formation et formation ouverte)
- Mise en place de l'UE PPE
- Journées Co-incidences (rencontres Université-Etudiants-Entreprises)

o Indicateurs :

- 5-1 – Mesure des opérations visant à améliorer la qualité des formations

		Réalisé 2009-2010	Réalisé 2010-2011	Réalisé 2011-2012	Réalisé 2012-2013	Prévision 2013-2014	Cible 2015
Taux de réponse aux enquêtes d'évaluation des enseignements		Sans objet	Sans objet	25%	14%	15%	25%
Taux de réponse des enquêtes d'insertion	LP	92%	73%	74%	72%	75%	80%
	MP	84%	66%	78%	77%	75%	75%
	MR	78%	67%	73%	74%	75%	75%

Note : cible atteinte en 2011-2012

- 5-2 – Qualité de l'insertion professionnelle

		Réalisé 2009- 2010	Réalisé 2010-2011	Réalisé 2011-2012	Réalisé 2012-2013	Prévision 2013-2014	Cible 2015
Part des diplômés en emploi à 30 mois parmi ceux qui n'ont pas poursuivi d'études	LP	84%	86%	78%	88%	90%	91%
	MP	87%	91%	84%	86%	88%	89%
	MR	78%	74%	74%	84%	83%	83%
Part des diplômés en emploi au niveau cadre	MP	45%	65%	63%	57%	60%	67%
	MR	40%	60%	63%	53%	60%	62%
Adéquation de l'emploi et de la formation	MP	2,7/4	2,7/4 (67% de satisfaction)	67%	68%	67%	67%
	MR	2/4	2,1/4 (40,7% de satisfaction)	41%	41%	45%	50%

Par composante :

Part des diplômés en emploi à 30 mois parmi ceux qui n'ont pas poursuivi d'études	Réalisé 2012-2013
MP	
UFR Humanités	74%
UFR Langues	91%
UFR STC	89%
IJBA	89%
EGID	86%
MR	
UFR Humanités	89%
UFR Langues	67%
UFR STC	86%

Part des diplômés en emploi au niveau cadre	Réalisé 2012-2013
MP	
UFR Humanités	36%
UFR Langues	56%
UFR STC	52%
IJBA	92%
EGID	70%
MR	
UFR Humanités	53%
UFR Langues	50%
UFR STC	53%

Adéquation de l'emploi et de la formation	Réalisé 2012-2013
MP	
UFR Humanités	47%
UFR Langues	63%
UFR STC	69%
IJBA	92%
EGID	73%
MR	
UFR Humanités	32%
UFR Langues	46%
UFR STC	56%

- ❖ **Bilan :** L'évolution de la situation des diplômés de l'université met en avant l'impact de la situation économique actuelle, qui n'empêche pas les diplômés de trouver un emploi mais a par contre un impact marqué sur les taux de cadre. Sur la part des diplômés en emploi, on constate des disparités importantes entre composantes. On notera par exemple la situation de l'UFR Langues qui a un très bon taux d'emplois pour son master professionnel et un taux très faible pour l'ensemble de ses masters recherche. On constate cependant que cette déqualification touche davantage les diplômés de l'UFR Humanités que des autres composantes pour les masters professionnels. Les diplômés déclarent une moins bonne adéquation de leur formation et de leur emploi lorsqu'ils sont titulaires d'un master recherche, et ce quelle que soit la composante. Là encore, cela est particulièrement marqué en Humanités.

- 5-3 – Part des étudiants disposant de leur emploi du temps sur le bureau virtuel

	Réalisé 2009-2010	Réalisé 2010-2011	Réalisé 2011-2012	Réalisé 2012-2013	Réalisé 2013- 2014	Prévision 2014- 2015	Cible 2015
Part des étudiants disposant de leur emploi du temps personnel sur le bureau virtuel	Sans Objet	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Cible atteinte en 2010-2011

Objectif 6 : Optimiser l'accès aux ressources documentaires

o Moyens d'actions :

- Extension des horaires d'ouverture
- Inclusion des UE de documentation dans les formations (4h L1 et 12h en M)
- Poursuite de la semaine d'accueil qui permet aux étudiants de se familiariser avec le secteur documentaire
- Numérisation et mise en ligne des fonds patrimoniaux

o Indicateurs :

- 6-1 – variation des horaires d'ouverture du SCD

	Réalisé 2009-2010	Réalisé 2010-2011	Réalisé 2012-2013	Prévision 2013-2014	Cible 2015
Moyenne d'ouverture hebdomadaire des bibliothèques universitaires (Vd)	56h	56h	56h	56h	72h
Moyenne d'ouverture hebdomadaire des bibliothèques universitaires à l'échéance du contrat (Va)	72h	72h	72h	72h	72h
Variation (Va-Vd)	16	16	16	16	0

- ❖ **Bilan** : La cible s'inscrit dans le cadre du plan campus et de l'extension des BU Droit et Lettres avec l'aménagement d'une salle en ouverture "autonome". Il convient de rappeler que le Ministère n'a pas mobilisé les moyens promis pour financer l'atteinte de cet objectif.

- 6-2 – Part des étudiants formés par le SCD en L1 et en M1

	Réalisé 2009-2010	Réalisé 2010-2011	Réalisé 2011-2012	Réalisé 2012-2013	Prévision 2013-2014	Cible 2015
Part des étudiants formés en L1	86%	91%	95%	100%	100%	100%
Part des étudiants formés en M1	26%	28%	36%	54%	55%	100%

- 6-3 - Nombre de vues (pages, images, documents) cumulées numérisées

	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
Nombre de vues numérisées	sans objet	66 000	102 161	140 769	177 769	120 000

Objectif 7 :

Poursuivre l'effort de l'établissement à destination du public handicapé

o Moyens d'actions :

- Développer les formations de sensibilisation (étudiants en inter-u/personnels)
- Mise en place d'un binôme référent par UFR
- Signature d'une convention avec la MDPH
- Développement d'un partenariat avec le Cap emploi
- Création d'un DU en 2011 pour les formateurs pour publics spécifiques
- Développement des TICE pour accompagner les étudiants handicapés (notamment le podcast)

o Indicateurs :

- 7-1 – analyse de la mobilisation de l'établissement pour l'accueil des handicapés

	Réalisé 2010-2011	Réalisé 2011-2012	Réalisé 2012-2013	Réalisé 2013-2014	Prévision 2014-2015	Cible 2015
Nombre d'étudiants handicapés accompagnés par le pôle handicap	161	175	178	202 *	215	200
Crédits de fonctionnement affectés à la prise en charge des aides pour les étudiants handicapés	88 200	74 035	115 979	107 100	120 000	80 800
Moyens affectés à l'accueil des étudiants handicapés (€ par étudiant suivi par le pôle handicap)	548	423	651	530	558	404

* Dont 11 stagiaires DAEU et 1 stagiaire de la Formation Continue en Master 2 :

Coût des aides : 12 900 € (hors budget Pôle Handicap)

- 7-2 – effectifs des étudiants handicapés inscrits en doctorat

	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
Nombre d'étudiants handicapés inscrits en doctorat	11	11	9	8	8	15

Dont : contrats doctoraux MESR pour 2 étudiants handicapés (contrats au 1er octobre 2012)

1 contrat doctoral CNRS pour 1 étudiant handicapé (contrat au 1er octobre 2010) :

Prolongation du contrat doctoral d'une quatrième année pour année 2013-2014

Objectif 8 : Améliorer la participation des étudiants à la vie universitaire

o Moyens d'actions :

- Plan de communication
- Création du statut de l'élus étudiant
- Lancement d'un débat autour du vote électronique

o Indicateur :

- 8-1 - Taux de participation aux élections des conseils centraux

	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Prévision 2013	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
Taux de participation au CA	15%	sans objet	14%	sans objet		17%	17%
Taux de participation au CEVU	14%		14%			16%	16%
Taux de participation au CS	6%		7%			12%	12%

Le statut de l'élus étudiant a été adopté par délibération du CA le 31 mai 2013.

International

Objectif 1 :

Améliorer l'attractivité de l'établissement

o Moyens d'actions :

- Réponse aux appels d'offre des programmes européens et hors Europe
- Développement et renforcement des échanges et conventions (doubles diplômes, cotutelles, etc.)
- Projet de développement des formations DEFLE (Japon, Chine, Lybie, etc.) et FLE (recherche de stage et embauche de lecteurs de français à l'étranger : offre conséquente de plusieurs pays)
- Renforcement de l'accueil des chercheurs, enseignants, étudiants et administratifs (Programmes : professeur invité, LLP, etc.)
- Rendre l'offre de formation attractive par le ciblage des priorités des partenaires étrangers et des préconisations des autorités de tutelle (MESR, MAE, MIINDS).

o Indicateurs :

- 1-1 – Part d'étudiants étrangers (nationalité)

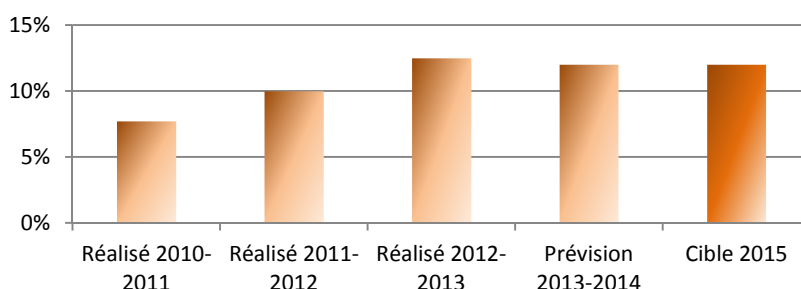
	Réalisé 2009-2010	Réalisé 2010-2011	réalisé 2011-2012	Réalisé 2012-2013	Réalisé 2013-2014	Prévision 2014- 2015	Cible 2015
Part d'étudiants étrangers	17%	16%	15%	15%	15%	15%	20%

La diminution de la part des étudiants étrangers peut s'expliquer, entres autres, par les difficultés croissantes des familles, dans le contexte économique actuel à envoyer leurs enfants faire des études à l'étranger.

- 1-2 – Nombre annuel de soutenances de thèses en cotutelle internationale

	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
Part de soutenances de thèses en cotutelle internationale	8%	8%	10%	10%	12%	12%

Part de soutenances de thèses en cotutelle internationale



• 1-3 – Nombre d'étudiants et personnels en mobilité

	Réalisé 2009-2010	Réalisé 2010-2011	Réalisé 2011-2012	Réalisé 2012-2013	Prévision 2013-2014	Cible 2015
Nombre d'étudiants en mobilité entrante	378	374	502	461 à rajouter : 18 doctorants sur un Intensiv Program au mois de juillet 2013	423	500
Nombre d'étudiants en mobilité sortante	458	332 mobilités etudes 92 stages obligatoires	375 mobilités etudes dont 94 stages obligatoires	433 dont 131 stages obligatoires	450 dont 150 stages obligatoires	500
Mobilité partante des EC sur financement dédié (nbe missions)	46	103 dont 24 erasmus	48 dont 24 erasmus	58 dont 29 Erasmus	60 dont 25 Erasmus	70
Mobilité partante administrative au titre de la coopération internationale (nbe missions)	25	26 dont 9 erasmus	21 dont 4 erasmus	28 dont 9 erasmus	35 dont 4 erasmus	35

Nombre d'étudiants en mobilité sortante par UFR	
IUT : Journalisme, Gestion du Développement Humainitaire	10
UFR Humanités	91
UFR Langues	205
UFR STC	51
Pluridisciplinaire	12
Total	369

Convention Europe et hors Europe <i>Toutes sont pluridisciplinaires et ouvertes en principe</i>	113
Erasmus+ (signés, en cours de renouvellement ou de création) <i>Attention chaque accord Erasmus peut concerner plusieurs composantes</i>	175
UFR Humanités	93
UFR Langues	86
UFR STC	52
IUT UBM	6

Objectif 1 : Améliorer la reconnaissance de la recherche

o Moyens d'actions :

- Appui individuel aux non-produisants
- mise en place d'un modèle incitatif d'allocation des moyens aux équipes
- nouvelles règles d'attribution des CRCT

o Indicateur :

- 1-1 – Taux de producteurs

	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
Taux de producteurs	81%	86%	88%	88%	90%	90%



- ❖ **Bilan :** L'université Bordeaux Montaigne a mis en place une enquête sur la production scientifique de ses enseignants-chercheurs depuis 2010, elle permet de constater l'évolution de la qualité de producteurs ou non des enseignants-chercheurs. Afin de conforter la visibilité de la production scientifique de ses chercheurs, l'établissement a développé une application d'annuaire de la recherche. Cet annuaire a vocation à se substituer à l'enquête.

- 1-2 - % des EC dans les laboratoires évalués A ou A+

	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
% des EC appartenant à des laboratoires évalués A ou A+	89%	89%	90%	95%	95%	95%

Objectif 2 : Améliorer la formation des doctorants

o Moyens d'actions :

- Développement de l'offre de formation doctorale
- Limitation du nombre d'étudiants inscrits en thèse depuis plus de 6 ans
- Réduction du nombre de doctorants par directeur de thèse

o Indicateurs :

- 2-1 – Réussite des doctorants

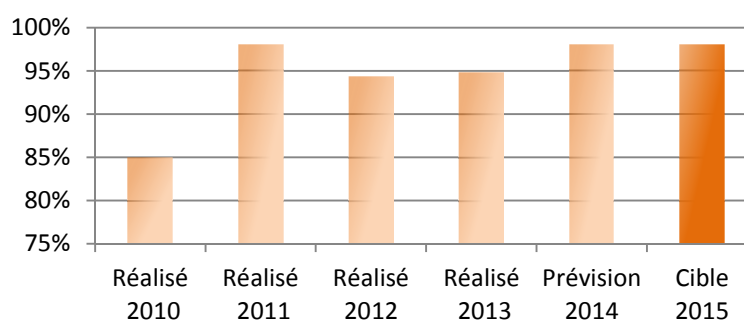
	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
Part des doctorants inscrits depuis moins de 7 ans	91%	93%	93%	95%	95%	95%

- ❖ **Bilan :** L'établissement a mis en œuvre à compter de 2010, une procédure de demande de dérogation pour tout doctorant inscrit depuis plus de 4 ans, soumise à l'examen d'une commission ad hoc composée par les membres administratifs et politiques de l'Ecole Doctorale et du VP Recherche. Cet indicateur devrait être complété par le nombre de soutenance rapporté à l'effectif d'une promotion de doctorants (calcul en cours de construction en 2014).

- 2-2 – Qualité de l'insertion professionnelle des docteurs

	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
Part des docteurs en emploi de cadres parmi les docteurs en emploi	85%	98%	94%	95%	98%	98%

Part des docteurs en emploi de cadres parmi les docteurs en emploi



- ❖ **Bilan :** La détention d'un doctorat, dans le contexte économique actuel, non seulement protège du chômage, mais encore assure l'exercice de fonctions d'encadrement.

Objectif 3 : Favoriser la recherche sur projet

o Moyens d'actions :

- Aide financière et administrative pour le montage des projets par la Direction de la Recherche à travers l'enveloppe dédiée à la politique scientifique de l'établissement.
- Formation des gestionnaires des équipes au suivi de ce type de contrat pour inciter les enseignants chercheurs à faire porter leurs contrats, obtenus par d'autres sources, par les services de Bordeaux Montaigne
- Reversement de 30% du PRECIPUT aux équipes qui l'ont généré pour les encourager à monter des projets ANR.

o Indicateurs :

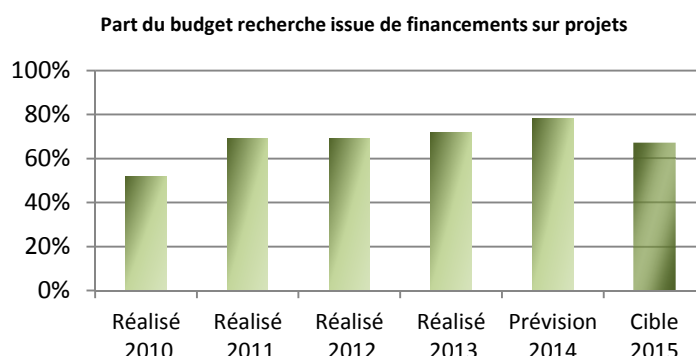
- 3-1 – Nombre de contrats de recherche

	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
Nombre de contrats/conventions de recherche en cours	74	85	89	86	64	80
Dont programmes ANR - HORS IA	12	15	17	10	8	20
Dont projets Région	34	45	50	44	38	38
Dont programmes ANR Investissements d'Avenir		1	4	11	10	

❖ **Bilan :** Après deux années de hausse notable en 2011 et 2012, l'exercice 2013 marque une diminution importante du nombre de contrats de recherche et des ANR hors IA et projet Région. Cette baisse est à mettre en parallèle de la montée en puissance du LABEX et de l'IDEX pour nos UMR et la baisse des crédits de l'ANR, mais met également en lumière le caractère insuffisant de la participation aux appels à projets d'un certain nombre de nos équipes d'accueil, malgré la mise en œuvre de l'ensemble des moyens d'actions prévus au Contrat.

- 3-2 – Analyse de la performance de l'établissement dans le domaine de la recherche sur projets (agences de moyens, nationales et européennes, contrats privés)

	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
Part du budget recherche issue de financements sur projets	52%	69%	69%	72%	78%	67%



❖ **Bilan :** On constate parallèlement une baisse du nombre de projets et une augmentation de la part du budget recherche issue de financement sur projet. Cela s'explique principalement par deux éléments :

- le montant des subventions IDEX/Labex compense (sur le plan financier) la baisse des autres projets.
- l'arrivée à terme de nombreux projets ANR et Région en 2013-2014 dont les crédits sont souvent consommés en grande partie la dernière année. C'est ce qui permet d'afficher un financement sur projet important au niveau des montants malgré la baisse des projets financés.

On peut également noter que l'impact de la baisse de la DGF recherche n'interviendra qu'à partir de 2014 car entre 2012 et 2013, il n'y a pas eu de baisse constatée, ce qui aurait pu contribuer à la hausse de la part du budget issue de financements sur projets.

• 3-3 – Taux d'exécution du budget lié à la politique scientifique d'établissement

	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
Part du budget recherche issue de la DGF consacré à la politique scientifique de l'établissement	17,60%	20%	20%	16%	16%	33%
Taux d'exécution de la dépense du budget lié à la politique scientifique d'établissement	28%	56%	66%	85%	85%	50%

❖ **Bilan :**

Par rapport à la situation de 2010, la baisse de la part du budget DGF consacré à la PSE s'explique, dans un contexte marqué par la montée en puissance des contraintes budgétaires, par le choix de « sacraliser » la part du budget consacrée au fonctionnement des équipes en lien avec les réflexions nationales sur la nécessité de mieux maîtriser la part des financements issus des « appels à projets ».

Sur la question du taux d'exécution de la dépense du budget PSE, il convient tout d'abord de rappeler que l'établissement, ayant initié une PSE en 2010, s'était fixé une cible raisonnable en termes d'exécution de la dépense PSE. Or le taux d'exécution a progressé rapidement, à la fois en raison de la baisse des crédits de la PSE mais également par une meilleure utilisation et un meilleur fléchage des dépenses. La prévision 2014 est donc largement supérieure à la cible.

Il convient néanmoins de préciser que tous les crédits de la PSE ne sont pas « dépensés » au 31 décembre. Dans un cadre réglementaire marqué par l'interdiction des reports de crédits (pour les crédits autres que ceux liés aux opérations pluriannuelles d'investissement ou aux contrats pluriannuels de recherche), une partie des crédits PSE non-consommés de l'année N font l'objet de provisions pour l'année n+1, contribuant ainsi à augmenter le taux d'exécution en consommant dès l'année de

démarrage du projet les crédits PSE prévus sur l'intégralité du projet. Cette technique des provisions a été mise en place en 2011, elle permet donc d'expliquer l'augmentation du taux d'exécution entre 2010 et 2011.

Objectif 4 :

Poursuivre le développement des recettes issues de la valorisation

o Moyens d'actions :

- Promotion de nos activités et de nos performances scientifiques
- Mise en place d'une comptabilité analytique aux PUB et aux Editions Ausonius pour évaluer le coût complet des publications et en tenir compte dans le prix de vente
- Faire un état des lieux des différents axes de recherche et de leur potentiel de valorisation économique pour diversifier les sources de revenus issus de la valorisation
- Donner les moyens aux équipes de recherche qui réalisent des prestations de recherche de développer leurs activités et d'en dégager un bénéfice

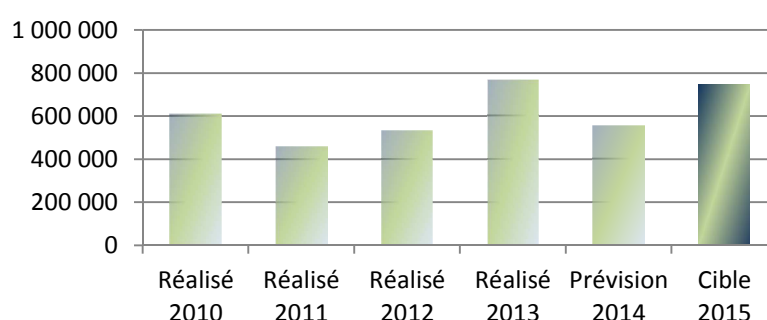
o Indicateurs :

- 4-1 – Revenus consolidés de la valorisation de la recherche

	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
Revenus consolidés de la valorisation de la recherche	611 773	459 756	532 305	766 547	553 526	750 000

Cet indicateur correspond aux prestations de recherche, ventes de publications, et organisation de colloques.

Revenus consolidés de la valorisation de la recherche



- ❖ **Bilan :** La forte augmentation, de 234 242 euros, entre 2012 et 2013 s'expliquent par :
- les prestations de recherche Iramat : + 62 435 euros
 - la vente de publications des PUB : + 25 000 euros
 - les frais d'inscription colloque : +11 75 euros (un colloque au MICA, un CLIMAS et un colloque à ADES)
 - l'augmentation des aides à la publication, notamment à Ausonius : + 14 571 euros
 - des nouveaux contrats hors AAP pour l'équipe RAUDIN : + 47 643 euros (pour 2013)
 - la participation au financement de colloques d'établissements extérieurs : +21 478 euros

-l'augmentation de la tranche PETRUS (contrat hors financement public) en fonction de l'échéancier prévu : +15 000 euros

- 4-2 - Analyse des revenus de la propriété intellectuelle

	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014
Montant des recettes	322 030	228 850	311 648	290 575	242 000

Cet indicateur est une partie du précédent et ne comprend que les ventes de publication.

Gouvernance

Objectif 1 : Optimiser la gestion de l'établissement

o Indicateurs :

- 1-1 – qualification du dispositif d'autoévaluation mis en œuvre par l'établissement

		Politique de formation					
Cotation		Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
0	Il n'y a pas d'action ou de projet significatif contribuant à ce but						
1	Un plan d'action a été défini et mis en œuvre	✓					
2	La définition d'un plan d'action, sa mise en œuvre, le suivi et l'adaptation de sa réalisation s'intègrent dans un cycle permanent		✓	✓	✓	✓	✓
3	Le dispositif d'assurance qualité est validé par une instance externe reconnue						

		Politique scientifique				
Cotation		Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
0	Il n'y a pas d'action ou de projet significatif contribuant à ce but					
1	Un plan d'action a été défini et mis en œuvre	✓	✓			
2	La définition d'un plan d'action, sa mise en œuvre, le suivi et l'adaptation de sa réalisation s'intègrent dans un cycle permanent			✓	✓	✓
3	Le dispositif d'assurance qualité est validé par une instance externe reconnue					

		Management de l'établissement au service de ses missions					
Cotation		Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
0	Il n'y a pas d'action ou de projet significatif contribuant à ce but						
1	Un plan d'action a été défini et mis en œuvre	✓	✓				
2	La définition d'un plan d'action, sa mise en œuvre, le suivi et l'adaptation de sa réalisation s'intègrent dans un cycle permanent			✓	✓	✓	✓
3	Le dispositif d'assurance qualité est validé par une instance externe reconnue						

Objectif 2 : Montée en compétences et adaptation des personnels

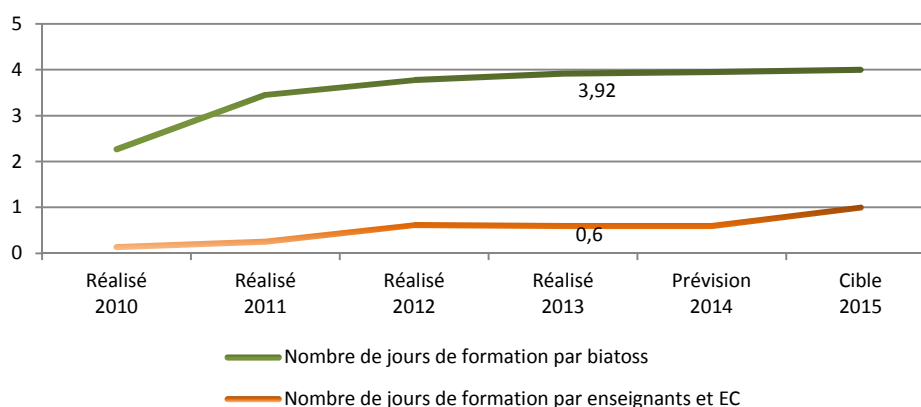
o *Moyen d'action :*

- Poursuite du développement de la formation continue

o *Indicateur :*

- 2-1 - Nombre de jours de formation par agent

	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
Nombre de jours de formation par Biatss	2,27	3,46	3,78	3,92	3,95	4
Nombre de jours de formation par enseignants et EC	0,14	0,26	0,62	0,6	0,6	1



- ❖ **Bilan :** Afin d'optimiser le traitement des demandes de formation continue, l'établissement a mis en place une commission formation chargée de valider l'utilisation et la répartition du budget de la formation continue des personnels. Par ailleurs, il existe un recensement des besoins de formations des personnels à travers des entretiens professionnels et des projets de service. On peut souligner l'écart important entre le nombre de jours de formation des BIATS et des enseignants, l'établissement s'est fixé un objectif visant à renforcer la formation des enseignants pour les intégrer notamment dans le programme de formation de l'établissement. La montée en puissance des usages numériques pédagogiques a conduit l'établissement à renforcer son offre d'accompagnement des usages en consolidant le lien entre la DRH et la DSI.

Objectif 3 :

Optimiser la gestion d'un établissement autonome en matière de ressources humaines

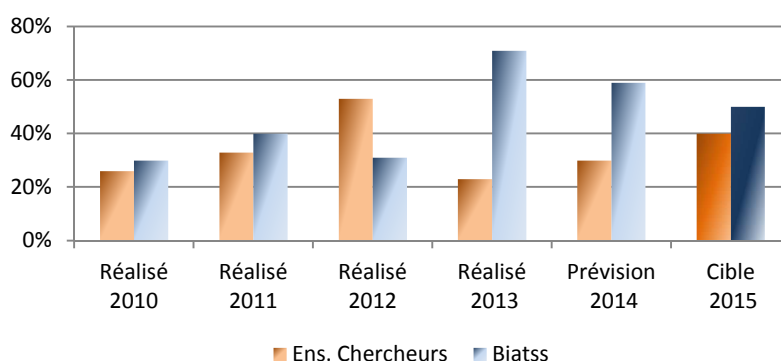
o Moyens d'actions :

- Mise en place de la GPEEC
- Poursuite de la gestion intégrée au sein de la DGPEC
- Mise en place d'un pôle transversal au sein de la DGPEC
- Poursuite du schéma d'alignement des primes des BIATSS
- Création d'une Direction des Ressources Humaine

o Indicateurs :

- 3-1 - Endorecrutement

	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
Endorecrutement des EC	26%	33%	53%	23%	30%	40%
Endorecrutement des Biatss	30%	40%	31%	71%	59%	50%



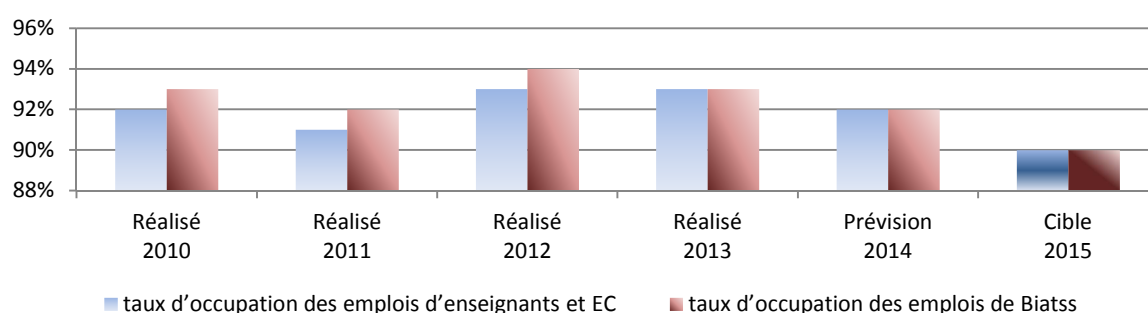
❖ **Bilan:** La mise en œuvre de la loi dite « Sauvadet » sur la résorption de la précarité va conduire l'établissement à titulariser, au terme de procédures de recrutement spécifiques, un nombre important de contractuels jusqu'en 2017, renforçant ainsi l'endorecrutement. Il était donc nécessaire d'ajuster la cible en 2013, qui est ainsi passé de 25 % à 40 % pour les enseignants chercheurs et 50 % pour les BIATOS.

Il est difficile de pouvoir piloter un taux d'endorecrutement au niveau de l'établissement, d'une part en raison du dispositif de la loi Sauvadet, et d'autre part de l'indépendance et de la souveraineté des comités de sélection et des jurys de concours.

Si cet indicateur peut apparaître comme pertinent en terme qualitatif, il apparaît difficilement soutenable en terme de masse salariale via l'impact « taux d'occupation des emplois ».

• 3-2 – Taux d'occupation des emplois par des titulaires

	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
Taux d'occupation des emplois d'enseignants et EC	92%	91%	93%	93%	92%	90%
Taux d'occupation des emplois de Biatss	93%	92%	94%	93%	92%	90%



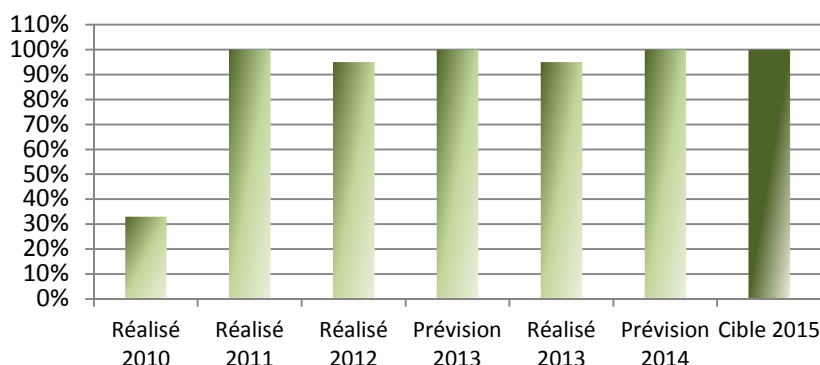
❖ **Bilan :** L'établissement s'était fixé un plancher au moment du passage aux RCE, pour garantir un socle minimum de fonctionnaires notamment pour répondre aux craintes des personnels de l'établissement. Or il apparaît aujourd'hui compliqué de fixer un objectif aussi important dans un contexte où la masse salariale déléguée par le Ministère ne couvre pas la totalité de la charge des fonctionnaires. Cependant les recrutements au titre de la loi Sauvadet ainsi que la création des postes « Fioraso » conduisent automatiquement à une saturation de l'occupation des emplois offerts aux concours. De plus le constat de la diminution des postes offerts par les autres établissements a pour conséquence une diminution des opportunités de mobilité des personnels de Bordeaux Montaigne.

Dans ce contexte, afin de pouvoir piloter le taux d'occupation des emplois l'établissement à procéder à des gels de postes à la rentrée 2014 pour les enseignants-chercheurs. Concernant les Biatss, le choix de positionner les recrutements Sauvadet sur les postes vacants permettra de financer l'augmentation du taux d'occupation des Biatss.

• 3-3 – Poursuite du schéma d'alignement des primes Biatss

	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
Pourcentage d'alignement des régimes de base au sein des personnels des catégories A (selon classification établissement)	33%	100%	95%	95%	100%	100%

% d'alignement des régimes de base personnels des catégories A (selon classification établissement)



- 3-3b- Convergence indemnitaire BIATSS avec les mieux offrant dans les universités bordelaises, par catégorie

	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
Pourcentage d'écart indemnitaire avec la place bordelaise, pour les personnels de catégorie A	6%	6%	0%	0%
Pourcentage d'écart indemnitaire avec la place bordelaise, pour les personnels de catégorie B	6%	6%	0%	0%
Pourcentage d'écart indemnitaire avec la place bordelaise, pour les personnels de catégorie C	3%	3%	0%	0%

❖ **Bilan :** L'objectif d'alignement des régimes indemnitaires ayant été atteint en 2011, l'équipe politique a fixé des nouvelles orientations tenant compte des niveaux indemnitaires du site bordelais. Il paraissait donc nécessaire de construire un nouvel indicateur. L'absence de consensus a conduit à un statu quo en 2013, l'enveloppe complémentaire prévue pour une augmentation des régimes –qui aurait permis l'atteinte dès 2013 de l'objectif 2015 - ayant été finalement répartie de manière forfaitaire et non pérenne entre l'ensemble des personnels éligibles. Elle n'a pas donc pas eu d'impact sur le niveau des régimes standard.

- 3-4 - Part maximale de la masse salariale consacrée au recrutement de contractuels enseignants et BIATSS, hors recherche et vacataires

	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
Part maximale de la masse salariale consacrée au recrutement de contractuels enseignants et biatoss, hors recherche et vacataires	15,75%	14,70%	15,00%	13,00%

❖ **Bilan :** Cet indicateur, créé en 2013, vient remplacer l'ancien indicateur, dans un contexte de titularisation des contractuels de l'établissement.

Objectif 4 :

Construire et suivre un budget en mode RCE (équilibre de fonctionnement du budget et budget globalisé)

o Moyens d'actions :

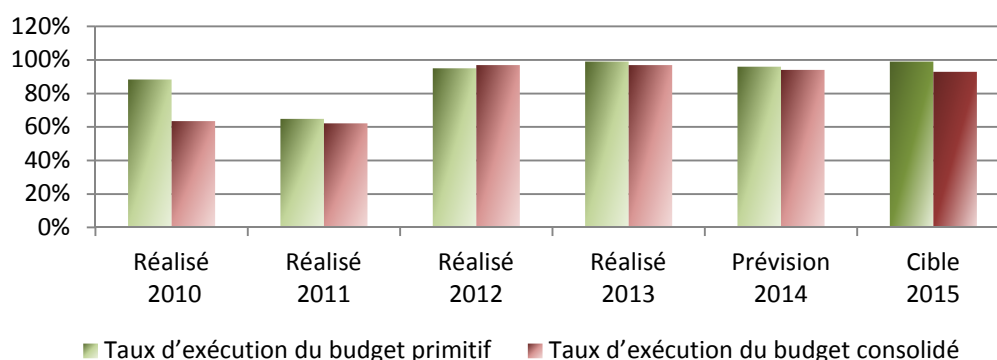
- Elaboration de tableaux de bord de suivi de l'exécution budgétaire

o Indicateurs :

- 4-1 – Taux d'exécution du budget

	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
Taux d'exécution du budget primitif	88,4%	65%	95%	99%	96%	99%
Taux d'exécution du budget consolidé	63,50%	62%	97%	97%	94%	93%

Taux d'exécution du budget primitif et consolidé



Par UFR et par Masse :

TAUX D'EXECUTION BUDGET DE FONCTIONNEMENT UFR	
UFR	M10
HUMANITES	85,22%
LANGUES ET CIVILISATIONS	92,46%
STC	88,57%

TAUX D'EXECUTION BUDGET PAR MASSE ETABLISSEMENT UBM + SIGDU	
MASSE	%
10-Fonctionnement	92,42%
20-Investissement	67,42%
30-Masse salariale	99,62%

- ❖ **Bilan :** Le budget de fonctionnement est composé de près de 85% de dépenses de masse salariale (qui s'exécutent à 99.62%) et dont le poids va croissant (83% en 2012). Parallèlement, les recettes sont principalement constituées par la subvention pour charge de service public déléguée par le ministère (86.61% des recettes de fonctionnement). Ces 2 facteurs concourent à l'extrême rigidité du budget et place notre établissement parmi les universités ayant le moins de marges de manœuvre.

• 4-2 – Taux de consommation de crédits ouverts en masse salariale

	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
Taux de consommation des crédits ouverts en masse salariale (budget consolidé)	89%	59%	99,75%	99,62%	98%	96%
<i>budget principal avec recherche</i>				99,63%		
<i>budget principal sans recherche</i>				99,98%		

❖ **Bilan :** La cible de cet indicateur a été fixée dans un contexte pré-RCE et s'avère aujourd'hui obsolète. Pour autant, s'approcher autant des 100% démontre une situation d'extrême tension sur la masse salariale dont il convient de rappeler que les crédits sont strictement limitatifs (principe de fongibilité asymétrique). Afin de dégager les marges de manœuvre nécessaires pour maintenir un taux d'exécution compris entre 99% et 100%, l'établissement développe un pilotage du taux d'occupation de ses emplois et une gestion très rigoureuse du recrutement de contractuels.

Objectif 5 : Généraliser le dialogue de gestion

o Moyens d'actions :

- Mise en œuvre de modèles internes d'allocation des moyens (recherche, UFR)

o Indicateur :

- 5-1 - Part des composantes faisant l'objet d'un COM

	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
Part des composantes faisant l'objet d'un COM	1/8	1/8	1/8	1/8	8/8	8/8

❖ **Bilan :** Le travail a été initié dès l'année 2012 avec notamment la mise en place de formations à l'attention des responsables de service, mais suite à la situation politique de l'établissement, ce projet a été reporté sur 2013.

Il s'est avéré que le changement de culture suite à la mise en place des COM, a nécessité un temps de co-construction plus long qu'initialement prévu. Pour autant l'établissement a anticipé les préconisations en la matière de la loi ESR du mois de juillet 2013, à ce jour, les COM sont en cours de finalisation avant signature.

Objectif 6 : Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier

o Moyens d'actions :

- Mise en place d'un schéma pluriannuel de stratégie du patrimoine
- Acquisition d'un logiciel de gestion du patrimoine
- Développement d'une application de gestion des salles (Hyper planning)

o Indicateurs :

- 6-1 – Taux d'occupation des locaux

	Réalisé 2009-2010	Réalisé 2010-2011	Réalisé 2012	Prévision 2013	Cible 2015
Taux d'occupation des locaux	81.2% (massalia)	84%	80%	85%	85%

- ❖ **Bilan :** L'établissement s'est doté d'un logiciel de gestion des salles, afin de mieux maîtriser le taux d'occupation des locaux. Malgré des tensions fortes pour élaborer les emplois du temps il s'avère que l'utilisation des salles n'est pas saturée. En effet, l'analyse menée dans le cadre de l'Opération Campus a mis en avant une occupation hebdomadaire moyenne très inférieure aux préconisations nationales (35h/semaine), notamment pour les salles de moins de 40 places, occupées à moins de 23h.

- 6-2 – Mise en sécurité des bâtiments

	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
% de locaux classés en avis défavorable par la commission de sécurité	25%	15%	15%	12%	12%	0%

- ❖ **Bilan :** Ce taux devrait continuer à diminuer, en lien notamment avec le projet de requalification du bâtiment K au titre du Contrat de Plan Etat-Région.

• 6-3 – Qualité du pilotage en matière de gestion immobilière

Indice de satisfaction		Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
0	L'établissement ne dispose d'aucun outil de gestion immobilière et fait preuve d'une connaissance insatisfaisante de son patrimoine immobilier						
1	L'établissement dispose d'au moins un outil opérationnel de gestion immobilière (schéma directeur ou logiciel de gestion) et fait preuve d'une bonne connaissance de son patrimoine immobilier	✓	✓				
2	L'établissement dispose d'outils complémentaires et opérationnels de gestion immobilière (schéma directeur et logiciel de gestion)			✓	✓		
3	L'établissement assure un pilotage cohérent et structuré de sa politique immobilière					✓	✓

- ❖ **Bilan :** Un logiciel de pilotage de gestion immobilière a été choisi et sera déployé en 2014 (Solution Alfa de Nemetschek).

Objectif 7 :

Améliorer la qualité de la publicité des actes administratifs

o Moyens d'actions :

- Publication sur l'intranet
- Envoi de lettres hebdomadaires

o Indicateur :

- 7-1 – Publication des actes

	Réalisé 2010	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Réalisé 2013	Prévision 2014	Cible 2015
Taux de publication des actes	70%	80%	80%	90%	95%	100%
Délais de publication des actes	1 mois	1 mois	15 jours	15 jours	15 jours	1 semaine

- ❖ **Bilan :** L'établissement a recruté une juriste à la rentrée 2012, qui a notamment travaillé, au-delà des seules délibérations de CA, à la systématisation de la publication des actes administratifs (délégation de signature, arrêtés électoraux, ...).



Université Michel de  Montaigne Bordeaux 3

Domaine Universitaire - 33607 Pessac cedex
tél. 05 57 12 44 44 - <http://www.u-bordeaux3.fr>